

Daniel Bensaïd

Il n'est pire sourd que celui qui refuse de se décrasser les oreilles

À en croire le remue-ménage médiatique, la rentrée se réduirait, à gauche, à un duel à distance entre l'extrême gauche et le Parti socialiste. La droite espère bien sûr en tirer parti. Oscillant entre irritation et exaspération, les dirigeants socialistes se sont laissés aller, lors des journées de La Rochelle, à des déclarations faisant de la gauche alternative leur cible principale.

Olivier Besancenot a, au contraire, clairement désigné comme adversaires le Medef, le gouvernement Raffarin, la droite de combat (et l'extrême droite en embuscade). Il a appelé, contre les licenciements et les fermetures d'entreprises, pour la défense des services publics et de la Sécurité sociale, à l'unité d'action la plus large d'une gauche sociale et politique, qui pourrait se concrétiser dans les prochaines semaines par une grande manifestation nationale unitaire.

Il n'est pire sourd que celui qui refuse de se décrasser les oreilles. Les dirigeants socialistes vont répétant que l'extrême gauche choisit un splendide isolement et qu'elle ne propose aucune perspective concrète.

Qui, parmi eux, a lu le programme avancé par le candidat Besancenot lors de l'élection présidentielle, ou son livre paru aux éditions Flammarion ? Qui connaît ses propositions chiffrées sur la réforme des retraites (bien avant que la réforme Fillon ne vienne sur le tapis), sur la défense et la rénovation des services publics, sur la politique de santé ? Qui

discute sérieusement du projet scolaire cohérent défendu en cette rentrée par Samuel Johsua dans son livre *Une autre école est possible* (éditions Textuel) ? Qui prend la peine de répondre aux économistes d'Attac ou de Copernic (parmi lesquels des militants d'extrême gauche) sur les alternatives au Pacte de stabilité et à l'Europe libérale ?

Les balbutiements de La Rochelle ont mis en évidence la difficulté du Parti socialiste à donner un contenu au « réformisme de gauche », présenté comme la grande innovation doctrinale du congrès de Dijon. Refusant de rompre avec les orientations sociales-libérales suivies depuis vingt ans par les gouvernements Fabius, Rocard, Bérégovoy et Jospin, ce réformisme apparaît (au mieux) comme un réformisme de centre gauche, un réformisme sans réformes. La majorité de nos concitoyens en sont conscients, qui, tout en affirmant à plus de 60 % leur sympathie pour les luttes du printemps sur les retraites, sur l'école, en faveur des intermittents, estiment qu'un gouvernement de l'ex-gauche plurielle ne mènerait pas une politique qualitativement différente de la droite.

Face aux effets dévastateurs de la régression sociale, aux exclusions, au chômage reparti à la hausse, à la multiplication des insécurités sociales, une politique radicalement opposée au projet de société du Medef est pourtant plus que jamais nécessaire. Au-delà des effets de tribune, elle exige des contenus précis : une opposition intransigeante aux licenciements et un programme ambitieux pour l'emploi, une relance salariale, la maîtrise démocratique des politiques monétaires (contre l'autonomie de la BCE), une initiative européenne de grands travaux et de services publics, l'appropriation sociale des leviers industriels et financiers (et non la simple

socialisation des pertes, version Alstom), une réforme fiscale fortement redistributive en faveur des plus pauvres, la reconnaissance d'une citoyenneté de résidence pour les travailleurs sans papiers, l'abrogation des réformes Balladur et Fillon sur les retraites, une refondation sociale et démocratique de la construction européenne : soit l'exact contraire de ce qui a été fait depuis vingt ans au nom des contraintes imposées par l'Europe libérale de Maastricht et d'Amsterdam, et l'exact contraire de la troisième voie de Tony Blair et de l'agenda 2010 de Gerhard Schröder !

Dès à présent, le PS et les Verts s'approprient, au cas où serait soumis à référendum le projet de Constitution européenne rédigé sous la houlette de Valéry Giscard d'Estaing, à voter « oui » au nom du moindre mal et d'une « Europe-puissance », censée faire contrepoids à l'hyperpuissance étasunienne.

Sur cette question cruciale, la droite du centre et la gauche du centre communient dans un touchant consensus. Or, ce nouveau traité négocié entre États n'a rien d'une Constitution. Il confisque la souveraineté démocratique et nie tout exercice d'un pouvoir populaire constituant. Il confirme le credo libéral du traité de Maastricht, sacralisant la loi du marché et la propriété privée. Il écarte l'idée de critères sociaux de convergence qui harmoniseraient à la hausse les acquis en matière de salaires, d'emploi ou de protection sociale des citoyens. Il s'inscrit dans la continuité du Pacte de stabilité.

Enfin, si les mots ont un sens, le consensus néolibéral en faveur d'une « Europe-puissance » ou d'une Europe contrepoids impliquerait de relever le défi étasunien en matière de course aux armements. Étant donné l'écart technologique et logistique actuel, étant donné un budget de défense annuel de 400 milliards

de dollars aux États-Unis contre 160 milliards pour l'ensemble de l'Union européenne, cette course mortifère à la puissance exigerait, ne fût-ce que pour arriver à la cheville du colosse étasunien, une inversion des priorités budgétaires au détriment des dépenses sociales. Pour contourner les critères du Pacte de stabilité, la Commission européenne (et Laurent Fabius dans un entretien publié dans le quotidien *Le Monde* du 28 août) envisage déjà, le plus sérieusement du monde, de soustraire les dépenses militaires du calcul des déficits publics : alors que les dépenses de santé publique et d'éducation restent incluses dans ces déficits, les budgets militaires en seraient retranchés. À croire qu'à terme, les industries d'armement peuvent rapporter gros et qu'elles sont un fleuron du développement écologique durable !

Il est décidément urgent de changer de logique à gauche. Nous sommes partants pour toute action unitaire résolue contre les agressions de la droite raffarine. Mais nous ne sommes pas prêts à nous laisser digérer par le grand ventre rose (de plus en plus pâle, avec un léger liseré vert) du social-libéralisme, à nous laisser prendre en otages par le développement d'un présidentielisme accru et d'un bipartisme que les réformes de la gauche plurielle sur le quinquennat et le calendrier électoral ont renforcé, et que les réformes électorales de Sarkozy, laminant le peu de représentation proportionnelle existant aux élections régionales et européennes, aggrave encore.

Pour parler aux jeunes qui connaissent depuis le 1^{er} mai 2002 leurs premières luttes, pour leur rendre confiance dans la parole politique, pour répondre à la faillite planétaire des potions néolibérales, aux attentes des formidables mobilisations sociales du

printemps ou du Larzac, une autre gauche est nécessaire.

Nous travaillons, sans sectarisme mais dans la clarté, à la rendre possible. Certains dirigeants de l'ex-future gauche plurielle expliquent (avec résignation ou avec cynisme) qu'il n'y a pas d'alternance à court terme sans le Parti socialiste, mais qu'il n'y a pas d'alternative avec les socialistes. Incapables de résoudre cette contradiction, ils en concluent, au nom d'un réalisme illusoire, qu'il faut sacrifier l'alternative à l'alternance, pour négocier avec le PS hégémonique une politique du moindre mal : comme pour l'Europe, la politique se réduirait ainsi à une affaire de poulies et de contrepoids.

Une politique politicienne, de combinaisons et de tractations électorales à courte vue, serait lourde de nouvelles désillusions amères et de nouveaux 21 avril. La politique n'est ni un Meccano ni un Lego. Les alliances sont subordonnées aux contenus. Nous sommes convaincus de la nécessité d'une véritable alternative à la mondialisation marchande et au militarisme impérial, d'une véritable alternative sociale et démocratique en Europe, d'une gauche de combat face à une droite de combat.

Si «un autre monde est possible», comme le clament les manifestants de Porto Alegre, de Gênes ou du Larzac, une autre gauche doit aussi être possible, à condition de faire bouger les lignes et de changer les rapports de forces, non seulement dans le mouvement social, mais aussi dans la représentation politique. Il y faut de la patience et du courage, sans doute. Nous ne sommes pas des adeptes de la politique du pire. Mais nous savons, hélas ! d'expérience que les politiques du moindre mal se sont souvent avérées, dans l'histoire récente, le plus court chemin vers ce pire.

Réaction de Jacques Julliard à cette tribune et réponse de Daniel Bensaïd

Introduction de la rédaction du Point à l'échange de courrier : France-États-Unis.

«L'ami dont je me sens aujourd'hui séparé, c'est l'Amérique.» Ainsi débute le nouveau livre de Jacques Julliard, éditorialiste au Nouvel Observateur. Suit une étude sur le nouveau cours de la politique américaine depuis les attentats du 11-Septembre et sur l'éclatement de l'Occident qui s'est ensuivi. L'ouvrage se termine par quatre lettres incendiées adressées à Bernard Kouchner, André Glucksmann, Daniel Bensaïd et Régis Debray. Le Point les publie en avant-première. Avec les réponses des destinataires.

Lettre à Daniel Bensaïd (Jacques Julliard)

«Nous ne nous connaissons pas, Daniel Bensaïd, parce que nous ne fréquentons ni les mêmes lieux ni les mêmes idées. Pourtant, il me souvient de vous avoir tenu lieu de tête de Turc dans tel de vos écrits : cela vaut bien une présentation. D'autant plus que, pour une fois, nous sommes à première vue d'accord. Vous avez condamné l'expédition irakienne de George W. Bush et moi aussi. Nous sommes inquiets l'un et l'autre des entreprises d'un pouvoir qui, sous prétexte d'introduire la démocratie en des contrées qui ne la connaissent pas, a pour but véritable d'imposer sa loi à des peuples qui n'en veulent pas.

Je crains pourtant que notre accord ne s'arrête là. Une récente libre opinion, dans *Libé-*

ration du 5 septembre 2003, m'a fait dresser l'oreille. Pour justifier la nécessité d'une autre gauche, vous y écrivez que «le consensus néolibéral en faveur d'une Europe-puissance ou d'une Europe-contrepoids impliquerait de relever le défi étasunien en matière de course aux armements». Cela fait beaucoup de propositions fausses en deux lignes. Il n'y a – hélas! – pas de consensus pour une Europe-puissance; s'il existait, il ne serait pas néolibéral; enfin, il ne saurait y avoir de course aux armements parce que les États-Unis ne sont pas nos ennemis.

Mais allons plus loin. Je constate sans surprise, mais avec effarement, que les révolutionnaires comme vous sont prêts à abandonner aux Américains la direction du monde, pourvu qu'on les laisse mener les «luttés» et s'impliquer tout entiers dans le «social». Tout cela ne fait pas une politique et relève de l'obsession agitative. Qu'est-ce, à l'âge de la mondialisation, qu'une politique qui nie l'existence des nations comme acteurs à part entière sur la scène planétaire? Depuis que Trotski a été commissaire politique aux armées, ses disciples ne reconnaissent l'existence de la chose militaire qu'une fois parvenus au pouvoir. Cela vous laisse du temps. En vérité, tout cela n'est guère sérieux. Il faudrait pourtant à la fin vous mettre dans la tête que le Mur de Berlin est tombé et que, depuis, la politique a pris un nouveau cours de par le monde.

Avec tout votre radicalisme théorique et votre engagement dans les «luttés», je crains que vous ne soyez devenus des anti-impérialistes en peaux de lapin, plus occupés à combattre un ennemi imaginaire qu'à vous aviser qu'il a changé de visage. Comment prétendez-vous

changer le monde, alors que vous n'êtes même pas capable de changer de lunettes?»

Réponse de Daniel Bensaid

«Cher Jacques Julliard, nous ne fréquentons en effet ni les mêmes idées, ni les mêmes lieux, ni les mêmes milieux. Faut-il donc que votre position contre la guerre de Bush en Irak vous fasse craindre une compromettante promiscuité pour que vous m'honoriez de vos talents épistolaires? Ma tribune dans *Libération* vous a fait «dresser l'oreille». Affirmer que «le consensus néolibéral en faveur d'une Europe-contrepoids impliquerait de relever le défi étasunien en matière de course aux armements» contiendrait plusieurs erreurs en deux lignes. Ce consensus a pourtant déjà le soutien de l'actuelle majorité, de la direction socialiste, de la majorité des Verts. Si Chirac ose soumettre ce «traité constitutionnel» à référendum, nous verrons bien jusqu'où il s'étend.

Quant à la nouvelle course aux armements, il ne saurait selon vous en être question, puisque «les États-Unis ne sont pas nos ennemis». Lorsqu'elle envisage de décompter les dépenses militaires des déficits budgétaires sans remettre en question le pacte de stabilité, la Commission de Bruxelles entre pourtant dans la logique du nouveau militarisme impérial. Elle reçoit sur ce point la bénédiction anticipée de Laurent Fabius, proposant d'«écarter de la base de calcul du déficit certaines dépenses d'investissement et d'agir de même pour la défense, puisque nous voulons une défense européenne» (*Le Monde*, 28 août).

Vous me reprochez de «vouloir laisser aux Américains la direction du monde». Preuve que l'américanophobie dont on nous accuse parfois n'est pas notre lot. Habités à distinguer leur

Amérique et la nôtre, nous combattons en effet la politique de la Maison-Blanche, et non l'ennemi américain. Loin de nous résigner à cette hégémonie impériale, nous pensons cependant que le véritable contrepoids à l'hyperpuissance n'est pas dans l'accumulation d'armes de destruction massive et dans l'imitation servile du modèle social américain, mais dans la lutte pour une alternative à la guerre libérale de tous contre tous: un autre monde, une autre Europe, une autre gauche sont nécessaires!

Vous me rappelez enfin doctement que la politique prend dans le monde un «cours nouveau». Certes: la mesure de toute chose à l'aune de l'échange marchand multiplie les crises sociales et écologiques; un nouveau partage du monde est en cours; la deuxième vague de contre-réformes libérales tend à parachever la démolition sociale initiée par la première.

Vous m'invitez, pour conclure, avec une touchante sollicitude, à renoncer au combat contre un «ennemi imaginaire». À en juger par l'état du monde, cet ennemi – un système générateur d'inégalité, d'injustice, de violence – n'a rien d'imaginaire. En revanche, la «deuxième gauche» virtuelle, dont vous fûtes le chantre, a été avalée par le trou noir de la «troisième voie» blairiste, et votre «République du centre» se dissout à vue d'œil dans la société de marché et l'oligarchie plébiscitaire.

«D'où vient, demandait le subtil Pascal, qu'un boiteux ne nous irrite pas, alors qu'un esprit boiteux nous irrite: de ce que le boiteux sait qu'il boite, alors que l'esprit boiteux l'ignore.»

Tribune parue, sous un autre titre, dans *Libération* du 5 septembre 2003. L'échange de courrier a été publié sur le site du *Point*